

1. LEGISLATION APPLICABLE

Les dispositions du Code de la commande publique s'applique aux achats de la SCI des Ecoles Consulaires.

S'appliquent également les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux ("CCAG-Travaux" - arrêté du 30/03/2021 – document disponible sur le site internet <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310421>)

En cas de contradiction avec le CCAG-Travaux, les clauses des présentes conditions générales d'achat prévalent sur le CCAG-Travaux.

Les conditions de vente du fournisseur ou prestataire ne s'appliquent que pour les cas non prévus tant aux conditions générales d'achat qu'au CCAG-Travaux ou lorsqu'elles sont plus favorables à l'acheteur ou lorsqu'elles ont été expressément acceptées par lui.

2. DUREE DU MARCHE / DELAIS D'EXECUTION

Le marché débute à sa notification. Le bon de commande vaut ordre de service de démarrer la préparation des travaux.

Le délai global d'exécution figure sur le bon de commande, le délai de préparation des travaux est inclus.

La durée des travaux est mentionnée dans le bon de commande.

3. RECEPTION/ADMISSION DES PRESTATIONS

Il est fait application du cahier des charges, si le marché en comporte un ou, à défaut, du CCAG-Travaux

4. GARANTIE

La garantie applicable aux travaux est d'un an (garantie de parfait achèvement) ; pour les ouvrages concernés, s'y ajoute la garantie décennale.

Pour les équipements et installations non soumis à la garantie décennale, la garantie de bon fonctionnement est au minimum de deux ans. La durée de garantie peut être plus importante dans l'offre du titulaire du marché, en ce cas c'est la garantie la plus favorable qui s'applique.

Le délai de garantie court à compter de la réception sans réserve des travaux.

5. BON DE COMMANDE

Seules les commandes passées par écrit sur notre bon de commande, et signées par le responsable habilité engagent la SCI des Ecoles Consulaires. Le cas échéant en cas d'option (ou de tranches optionnelles), celles-ci sont commandées par un bon de commande dans le délai de deux ans maximum de la notification du marché.

6. FACTURATION

Les factures seront émises après réalisation des travaux, des prestations ou de la livraison.

Elles sont à transmettre via la plateforme Chorus Pro uniquement.

SIREN : 528 106 750

Outre les mentions légales, les factures comportent : le nom du service bénéficiaire des prestations, travaux ou fournitures, l'intitulé du marché, sa date et son numéro de marché, les références, les désignations et quantités, le détail des prix des fournitures, prestations et travaux établi selon le marché, la référence au bon de commande.

L'exactitude des mentions ci-dessus listées conditionne le règlement des prestations.

7. PENALITES DE RETARD

Sauf dispositions contraires dans les conditions particulières d'achat ou le cahier des charges, lorsqu'un délai est contractuellement prévu pour l'exécution du marché ou des livraisons, il est fait application de pénalités de retard.

Elles seront dues et seront exigibles de plein droit sans qu'il y ait lieu de faire une formalité dès que le retard sera constaté.

Il sera procédé par compensation, le cas échéant lors des paiements.

Le montant de la pénalité est de 50 euros par journée de retard

Par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'y aura pas d'exonération de pénalités.

8. RETENUE DE GARANTIE

Le cas échéant, suivant les stipulations du bon de commande.

9. REGLEMENT

Le délai global de paiement est de 30 jours.

Il part à compter de la plus tardive des trois dates suivantes : la date de livraison, la date de réception ou d'admission des fournitures, prestations ou travaux ou la date de réception de la facture.

Il y a lieu à versement d'acompte mensuel sur situation d'avancement des travaux dans la limite de 70% du montant total du marché. Les 30% restant du montant du marché sont payés sous condition de réception définitive des travaux du marché.

En cas de sous-traitance, les paiements à effectuer aux sous-traitants ne pourront déroger aux conditions de paiement stipulées ci-dessus.

Le titulaire fournit un relevé d'identité bancaire au plus tard avec l'envoi de sa première facture.

10. ACTUALISATION – REVISION

Le prix du marché est révisable.

Les prix sont révisables par application au prix de la situation de travaux d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

Où :

C = coefficient de révision appliqué au mois M

Prix M0 : prix au jour de la signature du bon de commande

I0 : dernière valeur connue de l'index lors de l'établissement des prix m0 ;

IN : dernière valeur connue de l'index le mois de révision défini comme étant le mois de facturation.

Les valeurs de l'indice BT01 sont publiées par l'INSEE – identifiant n°001710986.

Aucune actualisation ou révision de prix ne pourra être supérieure à 2.5% %

11. PLANS DE PREVENTION, PROTOCOLE DE SECURITE, COORDONNATEUR SPS

Le cas échéant, si la réglementation l'exige et dès la réception du bon de commande, le fournisseur ou prestataire prendra contact avec le service dont les coordonnées sont indiquées dans le bon de commande.

12. SOUS-TRAITANCE

Les sous-traitants ne sont admis à intervenir dans l'exécution des prestations que s'ils ont été préalablement présentés et acceptés expressément par le maître d'ouvrage.

La sous traitance de 2^{ème} rang et au-delà n'est pas autorisée.

La demande d'agrément des sous-traitants est à effectuer, sous peine d'irrecevabilité, sur le formulaire DC4 téléchargeable sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

13. CLAUSE RESOLUTOIRE / RESILIATION

En cas de défaillance du titulaire et après une mise en demeure de faire demeure infructueuse, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier unilatéralement le contrat sans indemnité, pour la partie qui reste à exécuter. Il pourra faire supporter au titulaire, à ses frais et risques, toutes dépenses supplémentaires qui pourraient résulter de cette résiliation et de la substitution opérée pour l'exécution du marché, en plus de tous dommages et intérêts qu'il pourrait demander en raison du ou des préjudices subis.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et par dérogation au CCAG-Travaux, il n'y aura pas lieu à indemnisation du titulaire.

14. CESSIION DE CONTRAT

Aucune cession de contrat à l'initiative du titulaire ne pourra intervenir sans l'accord exprès et préalable du maître d'ouvrage. En ce cas, les règles relatives à la commande publique seront appliquées.

15. CESSIION DE CREANCE

Les cessions de créances doivent impérativement respecter les règles applicables à la commande publique et au Code Monétaire et Financier ainsi que celles figurant dans leurs textes d'application.

16. ASSURANCES

Préalablement à l'exécution des travaux, le titulaire du marché s'engage à justifier, par la fourniture d'une attestation d'assurance, de sa couverture au titre de la responsabilité civile professionnelle et de toute couverture assurance obligatoire. Il adresse au maître d'ouvrage l'attestation actant le renouvellement de cette couverture tout au long de la durée du marché.

17. LANGUE ET MONNAIE

18. JURIDICTION

19. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Le candidat
Nom Prénom/ Signature + Cachet